

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**  
**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

SECRETARIAT GENERAL  
Direction générale des ressources humaines  
Service des personnels enseignants de l'enseignement scolaire  
Sous-direction de la gestion des carrières  
Bureau des personnels enseignants du second degré hors académie  
DGRH B2-4  
72 rue Regnault - 75243 PARIS CEDEX 13

**LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;  
**VU** le décret n° 2017-120 du 1er février 2017 portant dispositions statutaires relatives aux psychologues de l'éducation nationale ;  
**VU** l'avis émis par la commission administrative paritaire nationale compétente en sa session du 7 septembre 2020 ;  
**VU** l'arrêté ministériel DGRH B2-4 du 8 septembre 2020 portant inscription au tableau d'avancement à la classe exceptionnelle des psychologues de l'éducation nationale au titre de l'année 2020,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** : La psychologue de l'éducation nationale dont le nom suit inscrite au tableau d'avancement à la classe exceptionnelle de son corps au titre de l'année 2020, est nommée psychologue de l'éducation nationale classe exceptionnelle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Nom d'usage	Prénom	Discipline	Lieu d'exercice
DAGUERRE	LAURENCE	Éducation développement conseil en orientation scolaire et professionnelle	29ème Base

**ARTICLE DEUX** : Le directeur général des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 septembre 2020

Pour le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et par  
délégation,  
la chef du bureau des personnels enseignants  
du second degré hors académie

Fatima DOUHI



**Voies et délais de recours**

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique ;
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois\* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois\* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

\* 4 mois pour les agents demeurant à l'étranger